



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20210517-D211705-3-DE
Date de télétransmission : 21/05/2021
Date de réception préfecture : 21/05/2021
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 17 MAI 2021

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 29

Représentés : 6

Excusé : /

Absent : /

L'an deux mille vingt et un, le dix-sept mai à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MMES GREMION, RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MME NAOUM-GHAZIEFF, M. HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, FERYN, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, LEANZA, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

M. JANUS POUVOIR A M. LACAMBRE

MME MORIEZ POUVOIR A MME GY

MME HADJIAT POUVOIR A MME MICHON

M. GNADRE POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD

MME SICSIC POUVOIR A M. RIBEIRO CAPITAO

M. RODRIGUES POUVOIR A M. BOUCHE

EXCUSÉ : /

ABSENT : /

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy BOUKOUNA** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

D211705-3

Protocole transactionnel avec la société SYNERGIE pour le règlement de prestations de service hors marché – Janvier à avril 2020.

OBJET : PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIETE SYNERGIE POUR LE REGLEMENT DE PRESTATIONS DE SERVICE HORS MARCHE – JANVIER A AVRIL 2020.

RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Un accord-cadre de fournitures courantes et de services relatif à des « prestations ponctuelles de mise à disposition de personnel intérimaire » a été conclu entre la Ville de Chilly-Mazarin et la société Synergie le 31 janvier 2017.

Dans le cadre de ce marché, la ville de Chilly-Mazarin a eu recours à quatre serveurs et un maître d'hôtel pour l'organisation des vœux de Jean-Paul Beneytou, alors maire, les 16 et 17 janvier 2020, ainsi qu'à deux agents polyvalents pour la réalisation de prestations au Montcel du 5 au 16 mars 2020.

La société Synergie a adressé des factures à la ville pour ces prestations :

- N°4474688 du 31 janvier 2020 pour **642,60 €** ;
- N°7447684 du 31 janvier 2020 pour **257,04 €** ;
- N°7444685 du 31 janvier 2020 pour **257,04 €** ;
- N°7474686 du 31 janvier 2020 pour **257,04 €** ;
- N°7474687 du 31 janvier 2020 pour **257,04 €** ;
- N°7531986 du 31 mars 2020 pour **1 008,50 €** ;
- N°7531987 du 31 mars 2020 pour **156,88 €** et
- N°7537254 du 13 avril 2020 pour **156,88 €**.

Elles ont été mandatées par la ville respectivement les 14 et 15 mai 2020.

Le trésorier a refusé de prendre en charge ces mandats et les a rejetés au motif qu'ils ne respectaient pas le cadre du marché : « *liquidation erronée, le bordereau des prix ne mentionne pas cette nature de prestation* », le 17 juin 2020. Les commandes réalisées ne respectaient pas le cadre de l'accord passé.

A ce jour, le fournisseur n'est pas payé pour la réalisation de ces prestations.

Il apparait que les commandes ont été passées sur la base du marché de prestation d'intérim, mais en contradiction avec les stipulations de ce marché. En effet, elles faisaient appel à des prestations de serveurs et maîtres d'hôtel notamment et à des tarifs qui n'étaient pas prévus dans le bordereau des prix (BPU). Elles ne peuvent, de ce fait, être honorées.

Toutefois, le prestataire a le droit d'être indemnisé de son préjudice et notamment des dépenses utiles qu'il a exposées. Les parties se sont ainsi rapprochées et ont convenu d'éteindre ce litige par la voie d'un protocole transactionnel.

Conformément à la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, ce protocole intervient pour régler un différend. Il comporte des concessions réciproques.

Aussi, après accord entre les parties et afin de mettre un terme au préjudice financier existant pour la société Synergie, la ville de Chilly-Mazarin propose de lui verser la somme forfaitaire et définitive de **2 990 € T.T.C.**. La ville trouve avantage à la conclusion de cette transaction en obtenant l'assurance de ne pas voir sa responsabilité mise en cause devant les tribunaux judiciaires.

Il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur la transaction suivante.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants relatifs à la transaction,

VU la circulaire n° PRX1109903C en date du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

VU l'accord-cadre de fournitures courantes et de services relatif à des « prestations ponctuelles de mise à disposition de personnel intérimaire 2016-2017-2018-2019 » du 31 janvier 2017,

CONSIDERANT la contestation à naître entre la commune de Chilly-Mazarin et la société Synergie,

CONSIDERANT l'intérêt qu'il y a à éteindre autant que faire se peut la contestation à naître par la conclusion d'un accord transactionnel,

CONSIDERANT l'accord entre les parties sur le montant du préjudice dû,

DELIBERE

ARTICLE 1 : DECIDE verser une indemnité à la société Synergie pour la réalisation des prestations effectivement réalisées par celle-ci, de mise à disposition de personnels intérimaires.

ARTICLE 2 : FIXE à 2 990 € T.T.C. le montant de l'indemnité à verser à ladite société.

ARTICLE 3 : APPROUVE les termes du protocole transactionnel entre la commune de Chilly-Mazarin et la société Synergie et **AUTORISE** la Maire à le signer.

ARTICLE 4 : DIT que les crédits nécessaires sont prévus au budget communal 2021.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 17 mai 2021



**La Maire,
Rafika REZGUI**